

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 31 janvier au 06 février 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis

La guerre commerciale opposant les États-Unis à la Chine pourrait avoir un impact positif sur le commerce extérieur mexicain, selon la Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED). Le Mexique devrait être le deuxième bénéficiaire de la guerre commerciale avec un surplus d'exportations estimé à 27 Mds USD, derrière l'Union Européenne (71 Mds USD). Les exportations du Japon et du Canada devraient également significativement en bénéficier.

Le Conseil Mexicain du Commerce Extérieur (Comce) prévoit quant à lui une baisse de 2% des importations et exportations mexicaines en 2019, dans un contexte d'incertitude économique grandissante et compte tenu des barrières douanières imposées au niveau mondial.

Selon les chiffres du département américain du commerce, les exportations mexicaines vers les Etats-Unis ont diminué de 6,9% en novembre, par rapport à octobre. Cependant, en variation annuelle (soit par rapport à novembre 2017), elles ont augmenté de 6,1%. Sur le même mois, les exportations américaines vers le Mexique ont atteint 23 Mds USD, soit également une réduction de 6,9% par rapport au mois précédent.

Economie

L'inflation de janvier enregistre son niveau le plus bas en deux ans, atteignant 4,37% (g.a.). Elle se rapproche ainsi du taux cible de la Banque centrale (3% +/- 1 point de pourcentage), qui a été dépassé depuis janvier 2017.

La Banque centrale mexicaine (Banxico) maintient son taux d'intérêt directeur à 8,25%, après deux hausses consécutives. Le communiqué de Banxico indique que cette décision répond à la baisse de l'inflation, à un meilleur comportement de prix des actifs financiers à l'intérieur du pays et à l'appréciation et la stabilisation de la monnaie mexicaine. Dans la perspective où l'inflation continue de converger vers l'intervalle cible de la Banque centrale, les économistes s'attendent à un maintien du taux directeur sur l'année 2019 avant une éventuelle baisse en 2020.

Alors qu'une baisse était attendue, l'indice de confiance des consommateurs a augmenté de 5 points en janvier 2019 atteignant un score de 112, bien au-delà de sa moyenne de long terme et à un niveau jamais observé depuis 2001. Les pénuries de carburant n'ont pas impacté la confiance de la population qui soutient la stratégie du Gouvernement pour mettre fin aux vols à répétition (80% des Mexicains disent soutenir son action). La faible inflation sur la première quinzaine de janvier ainsi que l'appréciation du peso mexicain de 5% depuis l'enquête de décembre permettent également d'expliquer cette performance.

En 2018, le service de la dette de PEMEX a augmenté de 15% en termes réels, atteignant un montant de 6,35 Mds USD. Ce montant représente un quart des dépenses annuelles de l'entreprise pétrolière pour l'année. Afin d'assainir la situation financière de l'entreprise, le Gouvernement prévoit des « moyens extraordinaires » qui incluraient une réduction de sa charge fiscale. La Bourse mexicaine a gagné 1,37% suite à cette annonce.

La somme des transferts de fonds envoyés depuis l'étranger au Mexique (remesas) a été de 33,5 Mds USD en 2018, soit une hausse de 10,5% par rapport aux flux reçus en 2017. C'est le montant le plus élevé jamais enregistré depuis que la Banque centrale mesure ces transferts – battant le record pour la troisième année consécutive. En décembre, le montant moyen des envois était de 317 USD, soit une légère baisse de 7 USD depuis août. 94% des remesas proviennent des États-Unis. 7 États mexicains ont concentré plus de la moitié des remesas, Michoacán, Jalisco et Guanajuato étant les 3 États en recevant le plus. Selon BBVA Bancomer, la croissance des remesas devrait se poursuivre en 2019, mais être plus faible, à 6,9%.

Sur la dernière semaine de janvier, le peso mexicain (MXN) est la seule monnaie émergente à s'être dépréciée face au dollar (-0,70%). Les troubles intérieurs, comme les grèves et les blocages, pourraient avoir terni la confiance des investisseurs.

Les anticipations macrofinancières s'améliorent pour 2019 et 2020, selon l'enquête de Banxico, malgré des prévisions de croissance du marché moins élevées. Pour la croissance, le marché prévoit 1,8% pour 2019 et 1,9% pour 2020. L'inflation devrait rester soutenue mais se situer dans l'intervalle cible de Banxico (3% ±1%), à 3,85% g.a.

et 3,75% g.a. pour fin 2019 et fin 2020 respectivement. Le marché prévoit un Peso mexicain (MXN) à 20,61 USD/MXN en 2019 et à 20,76 USD/MXN en 2020.

La Confédération des Chambres Industrielles (Concamin) et la Chambre Nationale de l'Industrie du Fer et de l'Acier (Canacero) demandent au Ministère de l'économie de rétablir les droits de douanes de 15% sur les importations d'acier en provenance des pays tiers qui n'ont pas de traité commercial avec le pays. La taxe supprimée par le Gouvernement actuel affaiblit selon eux le traité commercial avec les Etats Unis et le Canada (T-MEC) ainsi que l'industrie et les emplois domestiques.

Les arrivées de touristes étrangers n'ont augmenté que de 4,6% en 2018 – soit 18,7 millions de personnes – mettant fin à trois ans de croissance à deux chiffres. Ce chiffre est le deuxième plus faible de la décennie (+0,3% en 2011). Le nombre de visiteurs états-uniens, qui comptent pour 56% des touristes étrangers, n'a crû que de 1,5%, et le nombre de vols en provenance des Etats-Unis a baissé de 1,8% au mois de décembre.

Luis Niño de Rivera, actuel président du Conseil d'Administration de Banco Azteca, sera le nouveau président de l'Association des banques du Mexique à partir de mars et jusqu'en 2021.

Les titulaires de la Commission Fédérale de la Concurrence Economique (Cofece) et de l'Institut fédéral des Télécommunications (IFT) devraient réduire leur salaire de près de 30% afin de respecter la loi sur la rémunération des fonctionnaires. Pour rappel, la loi sur la rémunération des fonctionnaires stipule qu'aucun employé fédéral ne peut gagner plus que le président de la République, soit 87 000 USD brut annuel.

L'administration fiscale (SAT) a dénoncé 555 de ses employés devant le Parquet Général de la République pour des délits de blanchiment d'argents, vols et pots-de-vin qui auraient eu lieu sous la présidence d'Enrique Peña Nieto.

Selon l'Industrie Nationale Automobile (INA), le Mexique devrait se placer comme le 4^{ème} producteur automobile et dépasser l'Allemagne à l'horizon 2020. L'INA prévoit une hausse de 10% de la production de nouvelles pièces, qui devraient atteindre 100 Mds USD. Parmi les facteurs explicatifs de cette hausse se trouvent l'arrivée de machines plus innovantes, les investissements logistiques et la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis.

D'après S&P, les préoccupations actuelles pour le Mexique sont la faible croissance de l'économie mexicaine depuis plusieurs années et le faible niveau des investissements publics et privés. Le directeur général des notations souveraines de l'agence a déclaré qu'actuellement, la note souveraine du Mexique restait stable du fait d'une possible continuité dans les politiques économiques au cours des deux prochaines années, et d'une politique budgétaire censée stabiliser le niveau de la dette publique.

En 2018, les banques opérant au Mexique ont enregistré des bénéfices pour 8,2 Mds USD, soit une augmentation de 8,5% par rapport à 2017. Trois nouvelles banques ont démarré des activités au Mexique en 2018 : Banco Shinhan (janvier 2018), Banco S3 (mars 2018) et Bank of China (juillet 2018).

Finances publiques

Les dépenses publiques ont chuté de 25,3% (g.a.) lors du premier mois de mandat d'AMLO (décembre 2018), passant de 27 Mds USD à 21 Mds USD, selon les chiffres publiés par le Ministère des Finances.

La décélération de l'économie enregistrée au cours des deux derniers mois de 2018 a eu un effet défavorable sur les recettes fiscales : elles sont passées d'une croissance réelle et annuelle de 14,3% en octobre, à une augmentation de 7,2% en novembre et de 1,9% en décembre. En particulier, la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) a baissé de 0,1% en décembre, alors qu'elle avait augmenté de 23,9% et de 30% en octobre et novembre.

Entreprises et grands contrats

Le gouvernement de Mexico (CDMX) a annoncé la construction de deux lignes « Cablebús » (télécabines) qui nécessitera un investissement initial d'environ 157 M USD (3 Mds MXN) en 2019. La fin de la construction est prévue pour mi-2020. La première ligne ira d'Indios Verdes à Cuauhtepac, à Gustavo A. Madero; la seconde de Santa Catarina à la Constitution de 1917 à Iztapalapa.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 06/02/2019
Bourse (IPC)	+0,5%	-11,1%	43855,79 points
Taux de change USD/Peso	-0,1%	+1,6%	19,11 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-1,2%	-5,8%	21,71 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-0,5%	-1,8%	54,96 USD ¹

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

En 2018, la perception de la corruption dans les institutions publiques a augmenté dans tous les pays de la région, à l'exception du Panama, où elle est restée la même qu'en 2017, et du Salvador, où elle a légèrement diminué. Comme les années précédentes, le secteur public du Nicaragua continue d'être perçu comme le plus corrompu de la région, suivi du Guatemala, du Honduras, du Salvador, du Panama et du Costa Rica, selon les données de l'organisation *Transparency International*.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Au 4^{ème} trimestre 2018, le taux de chômage a atteint 12%, contre 9,3% un an plus tôt. Sur la même période, la force de travail a augmenté de 259 000 personnes et représente 2,46 millions de personnes. En outre, l'emploi informel a progressé de 3,8 points de pourcentage pour atteindre 44,9%.

La Banque centrale prévoit une reprise du crédit en CRC, soutenue par l'investissement et la légère croissance de la consommation. Selon les estimations, les crédits au secteur privé connaîtront une augmentation globale de 4,9% en 2019 et de 5,5% en 2020. Cette hausse serait principalement imputable à la croissance du crédit en monnaie nationale, de 7,5%, alors que celle du crédit en devises serait de 1%.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

La loi sur le renforcement de l'entrepreneuriat (*Ley de Fortalecimiento al Emprendimiento*) est entrée en vigueur le 29 janvier. Elle prévoit notamment la création de centres de formation et la facilitation de l'accès au crédit pour les petits entrepreneurs.

Fin 2018, le portefeuille de prêts des banques guatémaltèques a enregistré une augmentation de 6,8% par rapport à décembre 2017, atteignant 23 Mds USD. Les actifs des banques ont atteint un total de 42,5 Mds USD (+7,5 % g.a.).

Le président guatémaltèque, Jimmy Morales, souhaite terminer dans les 6 prochains mois les travaux sur les 295 km de la route CA-2, laquelle traverse le pays en reliant les frontières mexicaine et salvadorienne. 192 km sont déjà actuellement en construction. Un appel d'offres sera prochainement lancé pour l'agrandissement de la route entre Escuintla et Ciudad Pedro (102,6 km). Aussi connue sous le nom de "Corredor centroamericano", la route CA-2 aura nécessité un investissement total de 269 M USD. Une fois terminée, elle devrait sensiblement améliorer la logistique dans le pays et les échanges commerciaux avec les pays voisins.

Le règlement Zones Economiques Spéciales (ZES), entré en vigueur le 4 février, prévoit des incitations fiscales pour les entreprises opérant dans ces zones. Parmi les avantages fiscaux, il convient de citer l'exemption de 100% de l'impôt sur le revenu pendant 10 ans, ainsi que la suspension temporaire des taxes associées aux importations.

Le Congrès suspend les négociations visant à approuver un prêt de 100 M USD de la Banque mondiale pour le programme "Crecer Sano", suite à des propositions d'amendements réalisées par l'opposition concernant la distribution des fonds issus du prêt. Ce financement a notamment pour but de mettre en place dans le pays des actions pour lutter contre la dénutrition chronique chez les enfants dans les zones rurales (Alta Verapaz, Chiquimula, Huehuetenango et Quiché).

La Direction Générale de l'Aéronautique Civile (DGAC) lance un appel d'offres pour réaliser une étude de faisabilité pour la construction d'une voie de sortie rapide de la piste 2 de l'Aéroport International La Aurora (AILA). L'objectif est de diminuer les temps d'attente et d'améliorer la circulation des différents avions.

Empresa Eléctrica de Guatemala (EEGSA) prépare trois appels d'offres dans le secteur de l'énergie, dont deux visant à remplacer le contrat pour la centrale thermique de San José (120 MW) qui expire en février 2020.

¹ Prix du 04/02/19 par manque de cotation plus récente à cause des jours fériés en Asie

Le think-tank Fundesa a présenté son Plan « Infrastructures pour la Compétitivité » qui vise à faire passer la formation brute de capital fixe dans le pays de 12% à 26% du PIB dans 15 ans. La Banque centrale du Guatemala (Banguat) estime que l'État guatémaltèque a dépensé 773 M USD (1,15% du PIB) en 2018 dans des projets d'investissements en capital fixe contre 8 Mds USD (10,84% du PIB) pour le secteur privé. Pour atteindre l'objectif de 26% du PIB fixé pour 2034, les dépenses publiques et privées devraient augmenter respectivement de 4,5 Mds USD et 15,2 Mds USD. D'après Fundesa, les investissements du secteur privé pourraient augmenter si l'État garantissait une plus grande sécurité juridique dans le pays.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

Empresa Nacional de Energía Eléctrica de Honduras (ENEE) lance un appel d'offres international pour la fourniture d'énergie électrique d'une capacité de 17 MW près de la sous-station électrique de Santa Fe dans la capitale Tegucigalpa.

Avec 750 M USD, l'Europe demeure la principale destination des exportations de café hondurien. Plus de 9,4 millions de sacs de grains (60 kg), soit 70% du total exporté, ont été vendus vers le Vieux Continent. L'Allemagne et la Belgique sont les deux premiers acheteurs du café hondurien avec respectivement 340 M USD et 315 M USD. La France se place au 4^{ème} rang européen derrière l'Italie avec 43 M USD. Les Etats-Unis importent du café hondurien pour un montant proche de 250 M USD.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

En 2018, les remesas ont atteint 1,5 Mds USD (+7,9% g.a). Sur le total des fonds reçus, 55% provenaient des États-Unis, suivis du Costa Rica (19,7%) et de l'Espagne (11,2%).

Selon la Fondation nicaraguayenne pour le développement économique et social (Funides), si le pays ne résout pas la crise sociopolitique, l'économie pourrait se contracter entre 7 et 11% en 2019. La fondation souligne également que les sanctions imposées par les États-Unis joueront un rôle clé dans la dynamique de l'activité économique. Pour rappel, les chiffres les plus récents de la Banque centrale du Nicaragua indiquent qu'en novembre 2018, l'indice d'activité économique avait diminué de 5% par rapport au même mois en 2017.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

En 2018, la valeur totale des constructions a chuté de 38,9%, à 1,31 Md USD. Tous les segments de l'industrie se sont contractés, aussi bien les projets résidentiels (-40,6%) et non résidentiels (-36%). L'année 2018 a été marquée par la paralysie des travailleurs du secteur de la construction pendant 30 jours. La décélération devrait se poursuivre en 2019.

Fin 2018, les actifs de la Banque Nationale du Panama (BNP) ont diminué de 600 M USD par rapport à fin 2017, pour atteindre 9,14 Mds USD. L'ensemble des actifs présente une structure équilibrée, avec un portefeuille de crédit (46,5%), d'investissements (29,8%), de placements interbancaires (19,5%) et d'un excédent correspondant à divers actifs (4,2%). En 2018, les bénéfices nets de BNP s'élèvent à 184 M USD (contre 160 M USD en 2017) dont 140 M USD ont été versés au Trésor national. Par ailleurs, les dépôts totalisent 8,1 Mds USD, soit une baisse de 6,3%, et sont en majorité des fonds de l'Etat (6,1 Mds USD).

La loi pénalisant l'évasion fiscale a été promulguée au Journal Officiel le 1^{er} février mais un recours en inconstitutionnalité contre la loi a été présenté devant la Cour Suprême de justice. L'avocat Felipe Chen Castillo soutient que la loi crée un traitement de faveur pour les fraudes au Trésor inférieures à 300 000 USD. D'autre part, il estime que la norme violerait la Constitution car des peines d'emprisonnement sont prévues pour la fraude contre le Trésor, bien que celle-ci stipule « qu'il n'y a pas de peine de prison, détention ou arrestation pour dette ou obligations purement civiles ».

Le Panama signe une nouvelle convention pour l'échange automatique d'information, promue par l'OCDE dans le cadre de l'initiative « Érosion de la base d'imposition et transfert de bénéficiaires (BEPS) ». Selon cette nouvelle convention, les multinationales ayant leur maison mère dans le pays et générant des revenus supérieurs à 750 M EUR devront communiquer leurs informations financières. Le pays où la société mère est établie doit par la suite échanger automatiquement ces informations avec les pays dans lesquels le groupe dispose de filiales.

De janvier à novembre 2018, les actifs liquides du Système bancaire national (SBN) ont baissé de 4,1% en g.a. Il s'agit de la 4^{ème} année consécutive de réduction. Les actifs du SBN sont passés de 17,9 Mds USD en 2015, à 12,2 Mds USD en 2018.

En 2018 les ventes d'automobiles neuves ont diminué de 10,6%, soit la 2^{ème} baisse consécutive.

Nayib Bukele, entrepreneur salvadorien de 37 ans et ancien maire de San Salvador, a été élu Président dès le premier tour du scrutin, dimanche 3 février, avec 53% des voix, mettant ainsi fin à trente ans de bipartisme. Il s'est fixé comme premiers objectifs de lutter contre la violence des bandes criminelles et la corruption.

Le Ministère de l'environnement salvadorien lance un appel d'offres pour la fourniture de différents types de camions pour la collecte des déchets solides. Plus d'informations sont disponibles auprès du Ministère de l'environnement salvadorien en indiquant la référence suivante : LPI-MARN/KFW-03/2018.

En 2018, les exportations salvadoriennes ont totalisé 5,9 Mds USD, soit 2,5% de plus qu'en 2017. Cette hausse est due au secteur manufacturier, qui a réalisé des exportations pour un montant de 5,7 Mds USD (+2,8% g.a.) représentant ainsi 97% des exportations. Les cinq principaux partenaires commerciaux du Salvador en 2018 ont été: les États-Unis (2,6 Mds USD), suivis du Honduras (906 M USD), du Guatemala (847 M USD), du Nicaragua (406 M USD) et du Costa Rica (260 M USD). **Les importations se sont, quant à elles, élevées à 11,7 Mds USD** et sont majoritairement provenues des États-Unis (3,7 Mds USD), de Chine (1,7 Mds USD), du Guatemala (1,1 Mds USD) et du Mexique (922 M USD). **D'après la Banque centrale du Salvador (BCR), le déficit commercial du pays a progressé de +20,4% au cours de l'année 2018 (g.a), soit une hausse de 989 M USD.**

En 2018, la dette publique a augmenté de 602 M USD atteignant 19 Mds USD (+3,3% g.a.). Cela représente environ 73,5% du PIB.

L'État a signé un nouveau pacte de gouvernance économique avec la Banque centrale permettant le financement monétaire du déficit public de l'État. La trésorerie publique haïtienne connaît actuellement d'importantes difficultés (déficit de 120 M USD au T1 - 10 Mds HTG).

L'inflation a atteint 15,1% g.a. en décembre 2018.

La HTG a perdu 6,6% depuis le début de l'année 2019. La HTG a perdu 26,3% de sa valeur entre le 27 juillet 2018 et le 2 février 2019.

La banque centrale a injecté 30 M USD le 1^{er} février sur les marchés pour tenter de contrer la dépréciation du JMD. Une mesure similaire avait été mise en place pour 20 M USD le 17 janvier. Le JMD a perdu 6,5% de sa valeur depuis le début de l'année 2019.

La Banque centrale a décidé de maintenir son taux directeur à 5,50% lors de sa réunion de politique monétaire de janvier.

Le Superintendant des banques a assuré que les liquidités des banques dominicaines (5,97 Mds USD (302,2 Mds DOP) ; ratio de liquidité de 21,6%) étaient suffisantes pour soutenir la demande de crédit de l'économie dominicaine.

L'indice de confiance industrielle baisse au T4 2018 en parallèle d'une amélioration du climat des affaires. Au T4 2018, l'indice de confiance industrielle a atteint 57,1 pts (-0,3 pts vs. T3 / -2,8pts vs. T2) et l'indice mesurant la qualité du climat des affaires a atteint 61,3 pts (+4 pts vs. T3).